SNUipp- FSU - *44, cours Aristide Briand - 33075 BORDEAUX Cedex*
Tél. 05 56 31 26 63 - Fax 05 56 31 23 19
Courriel : snu33@snuipp.fr

CTSD du 16 février 2012- déclaration du SNUipp-FSU

Monsieur le Directeur académique des services de l'Education Nationale,

De CTM en CTPD, de CTA en CDST et en CDEN, depuis plusieurs années, nous tirons inlassablement les signaux d'alarme. Impression, hélas, de déjà vu, de déjà dit, mais cette fois nous sentons le fond se rapprocher inexorablement ! Allons-nous bientôt déclarer la faillite de l'Education Nationale ? Nous ne pouvons pas accepter cette accumulation de suppressions de postes, qui a été accompagnée d'autant de réformes régressives sur les programmes, la formation, l'aide aux élèves, les évaluations, etc…

Comme dans bien d'autres départements, la situation de la Gironde s'est dégradée. Si le ministre et le recteur ne reviennent pas sur leur décision de supprimer 20 postes en Gironde, notre P/E va à nouveau descendre en deçà de la barre fatidique de 5, et la promesse faite en son temps par le ministre Xavier Darcos montrera ses limites. En 2003 la Gironde avait aussi un P/E catastrophique, et nous avions alors arraché au ministre de l'époque un plan de rattrapage de 361 postes sur 3 ans assorti de la promesse de ne plus retomber aussi bas. Cette dotation avait permis alors de desserrer les contraintes qui pesaient sur le département, sans pour autant offrir de superflu, et n'avait fait que nous remettre dans un niveau moyen national. Depuis la Gironde continue son essor démographique, et cette bouffée d'air de 2003 n'est plus qu'un souvenir. Pire, cette année nous devons rendre des postes alors que nos effectifs continuent d'augmenter, et une des conséquences est la nouvelle baisse de la scolarisation des moins de trois ans de l'ordre de 10 % par rapport à l 'année dernière (baisse allant jusqu'à 20 % hors RRS et RAR).
Comment ce qui a été vrai en un temps assez récent, c'est-à-dire la reconnaissance par un ministre de la pénurie de la Gironde, ne l'est-il plus maintenant, alors que notre président a par ailleurs affiché un objectif de réduction de l'échec scolaire ?
Cette année sera aussi marquée par la fin du dispositif RASED, dispositif qui a fait ses preuves depuis 20 ans, et dont la suppression est honteusement justifiée par la mise en place de l'aide personnalisée. Or celle-ci, que le SNUipp-FSU a toujours dénoncée, outre qu'elle a privé tous les élèves de deux heures d'enseignement tout en n'ajoutant rien de mieux à ce qui peut se faire dans le temps de classe, ne s'adressait pas aux mêmes élèves que les RASED. L'aide spécialisée, faite par des enseignants formés, n'a strictement rien à voir avec l'aide personnalisée.
La proposition qui nous est faite de supprimer 87 postes de maîtres E n'est tout simplement pas acceptable. Comment laisser croire que 3, 4 ou 5 maîtres spécialisés pour une population de 5000 élèves et plus par circonscription puissent faire un travail cohérent ? Dans de telles conditions les missions des RASED ne peuvent plus être assurées. Nous refuserons qu'elles soient remises en cause pour répondre à une politique du chiffre et nous réaffirmons la nécessité de les maintenir. Nous n'accepterons donc pas de participer à leur réécriture. Avec 37 postes E restants vous avez décidé de saupoudrer les moyens restants dans toutes les circonscriptions, ce qui videra le dispositif des RASED de leur sens et de leur cohérence. La seule solution aurait été de rendre les postes supprimés depuis plusieurs années.

Dans un monde meilleur, nous pourrions imaginer avoir un RASED complet, c'est-à-dire 1 psychologue scolaire, 2 maîtres E et 1 maître G pour environ 1000 élèves. Il nous faudrait

alors 512 postes spécialisés ; 274 postes seulement existaient encore à la rentrée 2011, il en manquerait donc 238 ! Nous en sommes donc bien loin avec nos 87 suppressions.

Dans ce monde-là nous pourrions imaginer aligner le seuil d'ouverture des maternelles sur celui des élémentaires. Quelle est donc la raison de cette différence, si ce n'est de considérer que l'école maternelle n'est pas une vraie école ? Est-ce un luxe de croire que la maîtrise du langage est un objectif prioritaire en maternelle, et que pour s'y exercer quand on a 2, 3 ou 4 ans, il faut un espace au milieu des autres, la disponibilité d'un enseignant, et du temps. A plus de 28 élèves par classe, et souvent plus de 30, sans l'aide des RASED, précieuse pour la prévention, il sera difficile de ne pas laisser de côté les plus fragiles. Pour la rentrée, 48 écoles maternelles dépasseront les 28 de moyenne dont 14 atteindront et dépasseront les 30 comme Castelnau du Médoc, Créon, Bx Béchade, Pompignac, Libourne nord, Audenge, Carignan, St Médard, Bx Floirnoy, Yvrac, Avensan, Bx Thomas, Libourne Sud, Villenave Joliot Curie, sans compter celles que vous proposez à fermeture comme Glacière et Pont de Madame. En RRS, 8 écoles maternelles atteindront et dépasseront 24,5 de moyenne, ce qui ne leur laissera que peu de marge pour accueillir de nouvelles arrivées. Sans parler des écoles de RRS qui ont renoncé à scolariser les 2 ans faute de place comme à Bx Faure, Bx Thiers, Bx Lac II, Belin-Beliet Bertine, Bx Nuyens, Bx Joséphine, Bx Berthelot, Salles Rive Droite.

En élémentaire aussi, les rigueurs de la calculette font qu'il ne manque parfois que 1, 2, 3 ou 4 élèves pour arriver à l'ouverture comme à Cadillac, Cenon Cavailles, Ambarès Bel Air, Caudrot , Bx Montgolfier, Libourne Sud, Le Taillan, Bx Pins Francs, St Denis de Pile, ou même aucun comme à Bonzac !

Il nous faut aussi parler des moyens en remplacement, point faible de la Gironde qui ne va pas s'améliorer puisque aucun nouveau poste ne viendra renforcer les brigades mobiles. Nous avons vu très tôt cette année, les secrétaires de circonscription, inquiets par la pénurie, prendre les devants et annoncer aux écoles que, faute de remplaçants, ils ne pourraient plus assurer la continuité du service public.

Que dire encore de la catastrophe de la formation. Alors que les futurs enseignants auraient besoin d'une véritable formation pédagogique et didactique, d'une véritable formation professionnelle pour appréhender au mieux leur métier et faire réussir les élèves, les étudiants dès qu'ils ont obtenu le concours sont considérés comme moyen de remplacement : certains font ainsi leur entrée dans le métier par un remplacement dans des CLIS qui regroupent une dizaine d'enfants en situation de handicap et dont l'enseignant titulaire a non seulement une formation initiale mais une formation spécifique (c'est le cas à l'élémentaire Paul Fort à Lormont). C'est placer immédiatement ces jeunes collègues face à la très grande difficulté scolaire pour laquelle ils ne sont pas armés. C'est ne pas garantir à ces élèves les conditions de progrès.
Est-ce ainsi que l'Education Nationale, qui exige avant tout des enseignants qu'ils agissent de façon éthique et responsable, forme ses enseignants et s'attelle à diviser par trois l'échec scolaire ?

Les postes « invisibles » sont encore touchés, avec la nouvelle baisse au CDDP, la coupe dans les CPD langues. Au moment où chaque enseignant est déclaré capable d'enseigner les langues, ces suppressions sont d'ailleurs un peu inquiétantes. Par ailleurs, permettez-nous d'être étonnés par les nouveaux fléchages de postes langues, alors que vous nous en aviez annoncé l'arrêt lors d'un précédent CT.

Nous n'oublions pas de parler des contrats d'aide administrative, dont le dernier épisode en décembre a jeté le trouble dans les écoles, avec des délais parfois impossibles à tenir, des durées de contrats sur la semaine à la baisse, et aucune perspective d'avenir pour ces personnels qui seront à nouveau dans l'incertitude en juin.

Pour terminer, nous vous réaffirmons notre refus de cette politique éducative qui considère l'Education comme une marchandise, et nous réitèrerons notre demande d'un plan de rattrapage de plus de 300 postes dans le premier degré pour la Gironde.

C'est d'une autre ambition pour l'école que nous avons besoin, l'éducation doit retrouver sa place de priorité pour notre pays et d'investissement pour l'avenir.